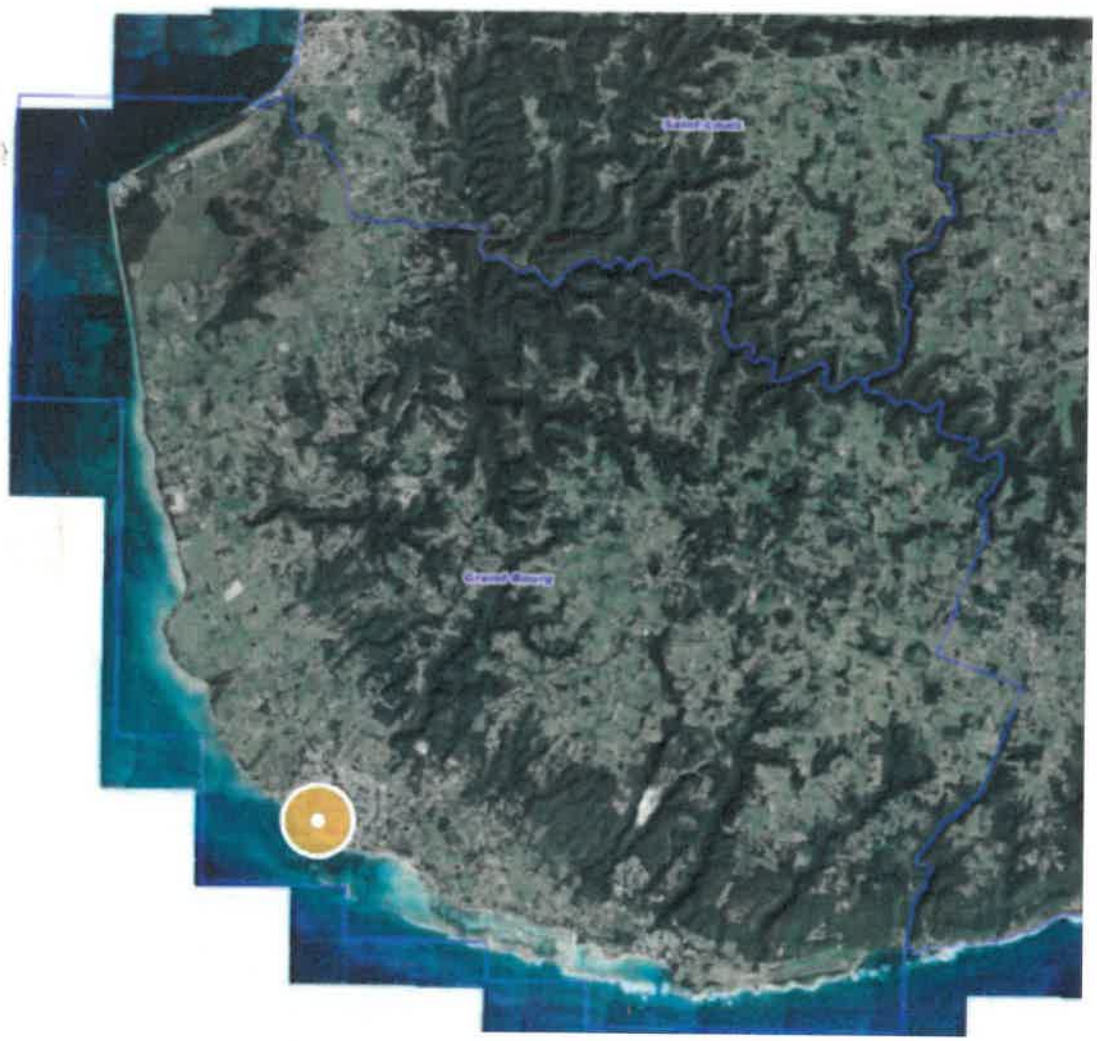
DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE
AOÛT 2022

SENTIER DU LITTORAL
de l'ARCHIPEL GUADELOUPE

Secteurs Littoraux de GRAND-BOURG

PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction
de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



Servitudes de Passage des Piétons le long du Littoral

Grand-Bourg Marie Galante

1 – OBJET

1-1 Servitude de passage longitudinale au rivage de la mer

Le présent dossier a pour objet l'établissement de la servitude de passage des piétons le long du littoral (SPPL), institué par la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 et par le décret n° 2010 -1291 du 28 octobre 2010 portant extension aux départements d'outre-mer, sur la commune de Grand Bourg.

Conformément aux dispositions des articles L.121-31 à L.121-34, L.121-51 et R.121-37 à R.121-43 du Code de l'Urbanisme, ce sentier correspond à un droit de passage sur les propriétés privées.

Les propriétés privées, riveraines du domaine public maritime sont grevées sur une bande de 3 mètres de largeur, à compter de la limite haute du rivage de la mer, d'une servitude destinée à assurer exclusivement le passage des piétons.

L'autorité administrative peut, par décision motivée après avis du conseil municipal et au vu de l'enquête publique :

- Modifier le tracé ou les caractéristiques de la servitude afin d'assurer d'une part et compte tenu de la présence d'obstacles de toute nature, la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer, et d'autre part, de tenir compte des chemins ou règles préexistantes ; le tracé modifié peut grever exceptionnellement des propriétés non riveraines du domaine public maritime.

- Suspendre, à titre exceptionnel, sauf dans le cas où l'institution de la servitude est le seul moyen d'assurer la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer, la servitude instituée ne peut grever les terrains situés à moins de 10 mètres des bâtiments à usage d'habitation édifiées avant le 1er août 2010, ni grever des terrains attenants à des maisons d'habitations et clos de murs en matériaux durables et adhérant au sol avant cette même date.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux terrains situés dans la zone comprise entre la limite du rivage de la mer et la limite supérieure de la zone dite des cinquante pas géométriques , en effet le «droit de tranquillité » de 10 mètres ne sera reconnu qu'aux seuls propriétaires de bâtiments d'habitation dont le terrain d'assiette aura été cédé régulièrement par l'État avant le 1er août 2010, ou sur demande présentée avant cette date à l'autorité administrative.

Ce « droit de tranquillité » de 10 mètres pourra être réduit si c'est le seul moyen permettant d'assurer la continuité du sentier ou afin d'assurer la rectitude du tracé.

Le tracé de droit peut être modifié pour tenir compte de l'évolution prévisible du rivage et la servitude pourra être suspendue lorsque cette évolution n'est pas prévisible (art. R.121-12 et R. 121-18 du code de l'Urbanisme).
Dans ce cas, ce motif de modification du tracé de droit doit s'appuyer sur des observations et des informations scientifiques.

Par ailleurs, outre les voies et chemins privés d'usage collectifs existants, et sur les propriétés privées limitrophes du domaine public maritime, il est permis d'instituer une servitude de passage des piétons, transversale au rivage par création d'un chemin situé à une distance d'au moins 500 m en ligne droite de toute voie publique d'accès au rivage.

L'emprise de la servitude transversale est de un mètre cinquante de largeur minimum ; la servitude doit être distante d'au moins 10 m des bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 01/08/2010 ou en vertu d'une demande déposée avant cette date. La distance de tranquillité de 10 m, sera appliquée sur la zone des 50 pas géométriques, uniquement si les terrains sont acquis avant le 01/08/2010 ou en vertu d'une demande déposée avant cette date

1-2 Servitude de passage transversale au rivage de la mer

Dans ce présent projet de création de sentier littoral sur la commune de Grand Bourg, il sera créé des servitudes transversales sur des secteurs à forts enjeux.
Le sentier qui en résulte, doit être aménagé en respectant la situation particulière du lieu dans lequel il s'inscrit, qu'il soit naturel ou urbain. Il est un instrument de valorisation, non seulement du patrimoine maritime, mais aussi des espaces naturels qu'il rend accessibles et dont il justifie aussi l'intérêt de protection.

L'article L.121-51 du code de l'Urbanisme stipule que en Guadeloupe, la servitude transversale peut être instituée, outre les voies et chemins privés d'usage collectifs existants, sur les propriétés limitrophes du domaine public maritime, par création d'un chemin situé à une distance d'au moins 500 m de toute voie publique d'accès transversale au rivage.
Elle est distante d'au moins 10 m des bâtiments à usage d'habitation édifiées avant le 1er Août 2010. Cette distance n'est toutefois applicable aux terrains situés dans la zone comprise entre la limite de la mer et la limite supérieure de la zone des cinquante pas géométriques définie par l'article L.5111-2 du code général de la propriété des personnes publiques , que si les terrains ont été acquis de l'État avant le 1aout 2010.

Le présent dossier ne comporte pas le détail des aménagements, qui seront définis ultérieurement en concertation avec les propriétaires des parcelles concernées, mais tient compte du fait que la servitude ne peut se limiter qu'à des travaux légers mais fiables en termes de sécurité et également afin de faciliter l'entretien ultérieur du sentier.

Le dossier reprend précisément, par titre de propriété, le tracé sur sentier avec sa configuration sur la photographie aérienne sur laquelle a été reporté le cadastre. Un commentaire précise les références des parcelles, l'état des lieux et obstacles éventuels ainsi que les principes d'établissement de la servitude littorale.

2 – TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET LÉGISLATIFS

La présente enquête publique est diligentée suivant les articles L.134-1 à L. 134-35 du code des relations entre le public et l'administration.

Le dossier comprend :
- la notice explicative exposant l'objet de l'opération prévue
- le plan parcellaire des terrains sur lesquels le transfert de servitude est envisagé,avec l'indication du tracé à établir et celle de la largeur du passage
-la liste des propriétaires concernés et les extraits cadastraux
-les plans cadastraux modificatifs avec leurs numéros
- l'indication des parties de territoire où le tracé de la servitude a été modifié par arreté préfectoral.

La présente enquête publique pour la mise en œuvre de la servitude de passage sur le littoral des communes de Grand Bourg est diligentée en application des lois et décrets suivants :

Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.121-31 à L.121-38.et les articles R.121-3 à R 121-43 ;
Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.
Décret n° 2010-1291 du 28 octobre 2010 portant extension aux départements d'outre-mer des servitudes de passage des piétons le long du littoral repris par les articles R121-37 à R.121-43 du Code de l'Urbanisme ;
Article 32 de la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (Art. L.121-51 du Code de l'Urbanisme)
Loi du 2 mai 1930 relative à la protection des sites de caractère historique, légendaire, scientifique ou pittoresque.

Loi n° 76-1265 du 3 décembre 1976 portant réforme du Code de L'urbanisme et notamment les articles L.121-31 et L.121-34.
Décret n° 77-753 du 7 juillet 1977 pris en application de l'article 52 de la loi précitée, instituant une servitude de passage des piétons sur le littoral selon les dispositions des articles R.121-9 à R. 121-19 du Code de l'Urbanisme.
Décret n° 90- 481 du 12 juin 1990 modifiant le Code de l'Urbanisme et relatif aux servitudes de passage sur le littoral.

3 – SITUATION ACTUELLE

Le tracé du sentier du littoral a majoritairement pour emprise des terrains publics cependant sur les terrains privés, peu d'obstacles empêchent le cheminement des piétons le long du bord de mer.
Lorsque la morphologie du rivage ne permet pas de mettre en place un sentier piéton sécurisé, la servitude de passage des piétons le long du littoral est interrompue. Les obstacles seront contournés en empruntant une portion du domaine public ou assimilé.

Sur les tronçons du sentier du littoral ne longeant pas le bord de mer, des accès au rivage seront aménagés dès que c'est possible.

4 – CHOIX DU TRACÉ

Le choix du tracé, présenté dans le dossier d'enquête publique se heurte à diverses difficultés et prend en compte de nombreux paramètres.
- le droit des propriétaires ;
- l'appréciation quelquefois difficile de la continuité du cheminement et des obstacles ;
- les contraintes écologiques de préservation des habitats et des espèces ;
- la mise en valeur du point de vue paysager dans un site remarquable ;
- l'évolution prévisible du rivage ;
- la cohérence avec la politique de préservation et d'aménagement
-la demande sociale forte de découverte de ces rivages exceptionnellement beaux et remarquables.

Le trait rouge (sentiers sur parcelles privées) : constituent les servitudes de passage des piétons sur le littoral (SPPL) conformément aux dispositions de l'article R.121-37 du Code de l'Urbanisme.

5 – ANALYSES DES CONTRAINTES

Outre la législation concernant l'établissement de la servitude littorale, d'autres prescriptions législatives et réglementaires s'appliquent sur la zone étudiée.

5-1 Proximité des constructions

L'article R.121-39 du Code de l'Urbanisme prévoit la modification de l'assiette de la servitude quand le tracé de droit devrait passer à moins de 10 mètres de bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1er août 2010.

Dans ce cas, 2 solutions sont envisageables pour maintenir la continuité de la servitude littorale.
1 - Tout d'abord, la réglementation permet une réduction de la distance de 10 mètres (article R.121-40 du Code de l'Urbanisme). Ceci est possible lorsque la gêne occasionnée par la servitude est moins grande notamment quand le bâtiment est situé sensiblement en surplomb par rapport au tracé de droit,du fait de la configuration du terrain.
2 - Par ailleurs, lorsque que la servitude ne peut être maintenue du fait de la présence d'une habitation édifiée avant le 1er août 2010 à moins de 10 mètres du tracé de droit, la continuité peut être assurée par transfert sur un autre terrain qui ne sera pas nécessairement riverain du Domaine Public Maritime (article L.121-32 du Code de l'Urbanisme).
3 - Enfin, le tracé peut être suspendu lorsque sa modification se révèle impossible du fait de l'obstacle à éviter (article R 121 – 13 du Code de l'Urbanisme) .
Aux termes de la réglementation, il est toutefois rappelé que la servitude ne peut être suspendue qu'à titre exceptionnel. Le tracé emprunte alors, si possible, le Domaine Public Maritime.

5-2 Topographie des lieux

Le linéaire côtier sur le tracé de droit de la servitude présente des éléments de topographie qui nécessitent d'envisager des modifications de ce tracé.
Il s'agit de :
- falaises en bordure immédiate de l'eau ;
- blocs rocheux, quelquefois imposants où le passage est impossible à établir ;
- dunes sableuses fragiles ;
- instabilité des sols.

Le tracé retenu tient compte de ces éléments, tout particulièrement sur les terrains gérés par le Conservatoire du littoral et par l'Office national des forêts.
Le tracé retenu suit les cheminements littoraux déjà ouverts par le Conservatoire du littoral et par l'Office national des forêts.
Le cheminement qui s'éloigne parfois de manière significative du tracé de droit s'élève alors en altitude et permet alors de découvrir des éléments côtiers paysagers remarquables.
Les fiches descriptives de la servitude littorale donnent les modifications retenues notamment pour ces motifs topographiques et paysagers

6 - DESCRIPTIF DU TRACÉ DES SERVITUDES

Pour chaque tronçon, le descriptif ci-après comprend :
- l'identification des parcelles touchées et leur(s) propriétaire(s), telle qu'elle apparaît dans les données du cadastre ;
- un descriptif de l'état des lieux et des obstacles ;
- le principe retenu pour le tracé de la servitude littorale.
Le document cartographique associé donne sur la photographie aérienne issue de la BD orthophotoplans de l'Institut géographique national ;
- le tracé de la servitude qui correspond à un sentier existant ou à créer :
- en trait plein de couleur rouge : les sentiers sur parcelles privées ;
- en trait plein de couleur bleu : les sentiers sur domaine public ;

- l'identification du propriétaire et les parcelles concernées avec leur contour cadastral et leur numéro ;

7 - Parcelles concernées sur la commune de Grand Bourg

PARCELLAIRE SENTIER DU LITTORAL GRAND BOURG

AB	12	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM
AB	88	LES COPROPRIETAIRES DE LA COHABA HOTEL COCOYER FOLLE ANSE 97112 G
AB	90	LES COPROPRIETAIRES DE LA COHABA HOTEL COCOYER FOLLE ANSE 97112 G
AB	14	GADDARKAN JOACQUIM RESIDENCE RIVIERA CARAIBES POINTE DE LA VERDUF
AB	92	LES COPROPRIETAIRES DE LA COHABA HOTEL COCOYER FOLLE ANSE 97112 G
AB	11	"97112+02594" "97112000AB0011" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	4	"97112+02801" "97112000AB0003" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	3	"97112+02801" "97112000AB0003" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	2	"97112+02801" "97112000AB0002" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	73	"97112+02533" "97112000AB0073" "DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE" "0000 BD
AB	96	"97112+02594" "97112000AB0096" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	46	"97112+02531" "97112000AB0046" "ETAT PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS" "
AB	1	"97112+02531" "97112000AB0001" "ETAT PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS" "
AB	67	"97112+02531" "97112000AB0067" "ETAT PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS" "
AW	1	"97112+02594" "97112000AW0001" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	2	"97112+02594" "97112000AW0002" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	5	"97112+02594" "97112000AW0005" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	6	"97112+02594" "97112000AW0006" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	13	"97112+02594" "97112000AW0013" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	14	"97112+02594" "97112000AW0014" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	15	DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
AW	17	"97112+02594" "97112000AW0017" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	18	"97112+02594" "97112000AW0018" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	19	"97112+02594" "97112000AW0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	20	"97112+02594" "97112000AW0020" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	196	"97112+02594" "97112000AW0196" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	193	"97112+02594" "97112000AW0193" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	189	"97112+02594" "97112000AW0189" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	188	"97112+02594" "97112000AW0188" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	186	DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
AW	185	"97112+02594" "97112000AW0185" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	184	"97112+02594" "97112000AW0184" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	179	"97112+02594" "97112000AW0179" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	176	"97112+02594" "97112000AW0176" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	175	"97112+02594" "97112000AW0175" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	172	"97112+02594" "97112000AW0172" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	171	"97112+02594" "97112000AW0171" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	159	"97112+02594" "97112000AW0159" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	168	"97112+02594" "97112000AW0168" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	167	"97112+02594" "97112000AW0167" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	164	"97112+02594" "97112000AW0164" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	163	"97112+02594" "97112000AW0163" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	158	"97112+02594" "97112000AW0158" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	156	"97112+02533" "97112000AW0156" "DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE" "0000 BI
AW	174	DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
AW	154	"97112+02533" "97112000AW0154" "DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE" "0000 BI
AW	157	"97112+02594" "97112000AW0157" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AV	1	"97112+02594" "97112000AV0001" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	19	"97112+02594" "97112000AV0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	21	VERIN THOMAS TIVOLI 97112 GRAND BOURG
AV	20	"97112+02594" "97112000AV0020" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I

PARCELLAIRE SENTIER DU LITTORAL GRAND BOURG

AV	24	"97112+02594" "97112000AV0024" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AV	342	"97112M01281" "97112000AV0342" "MOISE/DOROTHEE ELINA" "0000 PL DE L EGLI
AV	25	"97112+02594" "97112000AV0025" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AV	29	"97112+02594" "97112000AV0029" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AV	28	"97112+02594" "97112000AV0028" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AV	19	"97112+02594" "97112000AV0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AV	32	"97112+02594" "97112000AV0032" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AV	343	"97112N02542" "97112000AV0343" "NORTIA-RIPPON/FRANCOISE FRANCELISE" "J
AV	33	"97112+02594" "97112000AV0033" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AV	41	"97112+02594" "97112000AV0041" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AV	42	"97112+02594" "97112000AV0042" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AV	254	"97112+00009" "97112000AV0254" "COMMUNE DE GRAND BOURG" "LE BOURG" "9
AR	2	"97112+00015" "97112000AR0002" "HOPITAL SAINTE MARIE" "LE BOURG" "97112 G
AR	1	"97112+00009" "97112000AR0001" "COMMUNE DE GRAND BOURG" "LE BOURG" "9
AR	4	"97112+02594" "97112000AR0004" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AP	185	"97112+02775" "97112000AP0185" "SEM D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE" "
AO	633	SA SEM D AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE GRAND CAMP IMMEUBLE ROCA
AO	113	"97112+02594" "97112000AO0113" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	114	"97112+02594" "97112000AO0114" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	115	"97112+02594" "97112000AO0115" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	118	"97112+02594" "97112000AO0118" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	117	"97112+02594" "97112000AO0117" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	119	"97112+02594" "97112000AO0119" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	120	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM/
AO	116	"97112+02594" "97112000AO0116" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	541	"97112+02594" "97112000AO0541" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	536	"97112+02594" "97112000AO0536" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	462	"97112+02594" "97112000AO0462" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	464	"97112+02594" "97112000AO0464" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	402	"97112+02594" "97112000AO0402" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	539	"97112+02594" "97112000AO0539" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	126	"97112+02594" "97112000AO0126" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	125	"97112+02594" "97112000AO0125" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	124	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM/
AO	123	"97112+02594" "97112000AO0123" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	122	"97112+02594" "97112000AO0122" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	121	"97112+02594" "97112000AO0121" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AO	422	ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMA
AN	132	EMMANUEL/ROSE HENRI ARISTIDE C/O MME DE LA REBERDIERE M FOND BUDA
AN	99	"97112+02594" "97112000AN0099" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	302	"97112+02594" "97112000AN0302" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	304	"97112+02594" "97112000AN0304" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	309	"97112+02594" "97112000AN0309" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	291	"97112+02594" "97112000AN0291" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	293	"97112+02594" "97112000AN0293" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	296	"97112+02594" "97112000AN0296" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	63	"97112+02594" "97112000AN0063" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	62	"97112+02594" "97112000AN0062" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	51	"97112+02594" "97112000AN0051" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	56	"97112+02594" "97112000AN0056" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AN	305	"97112+02594" "97112000AN0305" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AI	43	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM/
AI	44	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM/

PARCELLAIRE SENTIER DU LITTORAL GRAND BOURG

AI	46	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM
AK	32	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM
AK	31	"97112+02594" "97112000AK0031" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AK	12	"97112+02594" "97112000AK0012" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AK	18	"97112+02594" "97112000AK0018" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AK	19	"97112+02594" "97112000AK0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AK	25	"97112+02594" "97112000AK0025" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AK	87	"97112B00306" "97112000AK0087" "JEANGOUDOUX/MARIE-JOSETTE GEORGES" "(
AK	86	"97112J02532" "97112000AK0086" "JEANGOUDOUX/AURE LEONIDE" "DAMPIERRE"
AK	16	"97112L02522" "97112000AK0016" "CREANTOR/BLANDINE SIMONE" "0009 RUE DES
AK	190	"97112+02594" "97112000AK0190" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AK	189	"97112+02594" "97112000AK0189" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AK	24	"97112+02594" "97112000AK0024" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	133	"97112+02566" "97112000AL0133" "AICHI BEACH RESIDENCCE" "LA TREILLE" "9711
AL	134-590	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM
AL	113	"97112+02594" "97112000AL0113" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	467	"97112+02594" "97112000AL0467" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	480	"97112+02594" "97112000AL0480" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	436	"97112+02594" "97112000AL0436" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	132	"97112+02594" "97112000AL0132" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	106	"97112+02594" "97112000AL0106" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	104	"97112+02594" "97112000AL0104" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	102	MONFRED MESMIN LOT BELCOURT 97122 BAIE MAHAULT
AL	100	"97112F02505" "97112000AL0100" "FONTES/GASTON MARIE JOSEPH RENE GODFI
AL	99	"97112C03378" "97112000AL0099" "CORALIE/VALENTINE FAUSTINE" "LES BASSES
AL	98	"97112E02520" "97112000AL0098" "ETZOL/KARL GONTRAN JOSEPH" "0030 IMP MA
AL	93	"97112+02594" "97112000AL0093" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	92	"97112+02594" "97112000AL0092" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	91	"97112+02594" "97112000AL0091" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	90	"97112+02594" "97112000AL0090" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	88	"97112+02594" "97112000AL0088" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	583	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM
AL	122	"97112P03027" "97112000AL0122" "PETITPAS/BENJAMIN HUGUES ANDREE" "LES E
AL	124	"97112+01857" "97112000AL0124" "STE D'EXPLOITATION DE LA DISTILLERIE BIELL
AL	84	"97112C03338" "97112000AL0084" "CORALIE/GEORGETTE MARIE ANGELE" "5323 L
AL	83	"97112P03118" "97112000AL0083" "PORTECOP/LOUISE OLGA MYLENE" "VINCENT"
AL	82	"97112B00230" "97112000AL0082" "BOC/REMY EDMOND" "VINCENT" "97112 GRAND

"97112+02594" "97112000AV0024" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112M01281" "97112000AV0342" "MOISE/DOROTHEE ELINA" "0000 PL DE L EGLISE" "97112 GRAND-BOURG"
"97112+02594" "97112000AV0025" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AV0029" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AV0028" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AV0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AV0032" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112N02542" "97112000AV0343" "NORTIA-RIPPON/FRANCOISE FRANCELISE" "JABRUN SAINT CYR" "97111 M
"97112+02594" "97112000AV0033" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AV0041" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AV0042" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+00009" "97112000AV0254" "COMMUNE DE GRAND BOURG" "LE BOURG" "97112 GRAND-BOURG"
"97112+00015" "97112000AR0002" "HOPITAL SAINTE MARIE" "LE BOURG" "97112 GRAND-BOURG"
"97112+00009" "97112000AR0001" "COMMUNE DE GRAND BOURG" "LE BOURG" "97112 GRAND-BOURG"
"97112+02594" "97112000AR0004" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02775" "97112000AP0185" "SEM D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE" "IMM LA ROCADE A GD CAMF
SA SEM D AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE GRAND CAMP IMMEUBLE ROCADE 97139 LES ABYMES
"97112+02594" "97112000AO0113" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0114" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0115" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0118" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0117" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0119" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
"97112+02594" "97112000AO0116" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0541" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0536" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0462" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0464" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0402" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0539" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0126" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0125" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
"97112+02594" "97112000AO0123" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0122" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AO0121" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE"
EMMANUEL/ROSE HENRI ARISTIDE C/O MME DE LA REBERDIERE M FOND BUDAN 97122 BAIE MAHAULT
"97112+02594" "97112000AN0099" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0302" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0304" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0309" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0291" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0293" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0296" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0063" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0062" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0051" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0056" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"97112+02594" "97112000AN0305" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "[
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE

"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
"97112+02594" "97112000AK0031" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
"97112+02594" "97112000AK0012" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
"97112+02594" "97112000AK0018" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
"97112+02594" "97112000AK0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
"97112+02594" "97112000AK0025" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
"97112B00306" "97112000AK0087" "JEANGOUDOUX/MARIE-JOSETTE GEORGES" "0057 RUE DU FORT FLEUR D
"97112J02532" "97112000AK0086" "JEANGOUDOUX/AURE LEONIDE" "DAMPIERRE" "97190 LE GOSIER" "JEANG
"97112L02522" "97112000AK0016" "CREANTOR/BLANDINE SIMONE" "0009 RUE DESIRE CHEVALIER" "93100 MOI
"97112+02594" "97112000AK0190" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
"97112+02594" "97112000AK0189" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
"97112+02594" "97112000AK0024" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
"97112+02566" "97112000AL0133" "AICHI BEACH RESIDENCCE" "LA TREILLE" "97112 GRAND-BOURG"

"97112+02594" "97112000AL0113" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0467" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0480" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0436" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0132" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0106" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0104" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
MONFRED MESMIN LOT BELCOURT 97122 BAIE MAHAULT
"97112F02505" "97112000AL0100" "FONTES/GASTON MARIE JOSEPH RENE GODFROY" "LES ANANAS" "97139 L
"97112C03378" "97112000AL0099" "CORALIE/VALENTINE FAUSTINE" "LES BASSES" "97112 GRAND-BOURG" "CC
"97112E02520" "97112000AL0098" "ETZOL/KARL GONTRAN JOSEPH" "0030 IMP MATHIAS FELIX" "97190 LE GOS
"97112+02594" "97112000AL0093" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0092" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0091" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0090" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"97112+02594" "97112000AL0088" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
"97112P03027" "97112000AL0122" "PETITPAS/BENJAMIN HUGUES ANDREE" "LES BASSES" "97112 GRAND-BOU
"97112+01857" "97112000AL0124" "STE D'EXPLOITATION DE LA DISTILLERIE BIELLE" "BIELLE GAGNERON" "971
"97112C03338" "97112000AL0084" "CORALIE/GEORGETTE MARIE ANGELE" "5323 LES BASSES" "97112 GRAND-
"97112P03118" "97112000AL0083" "PORTECOP/LOUISE OLGA MYLENE" "VINCENT" "97112 GRAND-BOURG" "PO
"97112B00230" "97112000AL0082" "BOC/REMY EDMOND" "VINCENT" "97112 GRAND-BOURG"

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DIR	971	COM	112 GRAND BOURG	TRES	104	RELEVE DE PROPRIETE	NUMERO COMMUNAL	01254

Propriétaire
TIVOLI 97112 GRAND-BOURG MBPDNW VERSYTHOMAS

PROPRIETES NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION													LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° TARIF PRIM	SPDP	S TAR	SUF	GRSS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuillet
71	AV	21		GRANDE SAVANE	B284		1	112A	A	P	02		3 01 43								
													71 67	36,39	C	DA		29,1	80		
															GC	DA		29,1	80		
															TS	DA		36,38	100		
								112A	H	T	01		2 29 68	298,46	C	DA		233,17	80		
															GC	DA		233,17	80		
															TS	DA		291,46	100		
								112A	Z	S			0	0							

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

9

28/03/2022

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DIR	971	COM	112 GRAND BOURG	TRES	894	RELEVE DE PROPRIETE	NUMERO COMMUNAL	02537

Propriétaire
RPES PAR LA CIE IMMOB CARAIBE

PBCB78
COCOTIERS FOLLE ANSE

LES COPROPRIETAIRES DE LA COHABA HOTEL
97112 GRAND-BOURG

PROPRIETES NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION													LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	FC	Feuillet
79	AB	85		COCOYERS FOLLE ANSE	B162	0006		1112		5			91 93	0							

10

12/01/2022

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DIR	971	COM	112 GRAND BOURG	TRES	104	RELEVE DE PROPRIETE		NUMERO COMMUNAL	-02775

Propriétaire PECPDT SA SEM D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE
GRAMP CAMP IMM LA ROCADE A GD CAMP 97139 LES ABYMES

PROPRIETES NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION															LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuilles
09	AO	633		BEAURENON	B056	0107	0	112A		S			1 58	0							

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

11

01/02/2022

RELEVE DE PROPRIETE

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DIR	97 1	COM	112 GRAND BOURG	TRES	104	RELEVE DE PROPRIETE	NUMERO COMMUNAL	E00643

Propriétaire MBDWDB EMMANUEL/ROSE HENRI ARISTIDE
C/O MME DE LA REBERDIERE M FOND BUDAN 97122 BAIE MAHAULT

PROPRIETES NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION																LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuilles
71	AN	132		MURAT	B424		1	112A		P	02		44 60	12,64	C	DA		18,11	80		
															GC	DA		18,11	80		
															TS	DA		12,64	100		

Source Direction Générale des Finances Publiques page . 1

12

03/02/2022

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DIR	97 1	COM	112 GRAND BOURG	TRES	104	RELEVE DE PROPRIETE	NUMERO COMMUNAL	101286

Propriétaire/Succession
LOT BELCOURT 97122 BAIE MAHAULT MBD5W4 MONFRET/MESMIN

PROPRIÉTÉS NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION															LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuillet
71	AL	102		LES BASSES	B024		1	112A		AB	02		22 11	28,05							

Source Direction Générale des Finances Publiques page : 1

13

01/04/2022

RELEVE DE PROPRIETE

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DIR	971	COM	112 GRAND BOURG	TRES	104	RELEVE DE PROPRIETE		NUMERO COMMUNAL	M01286

Propriétaire/Succession MBD7W4 MONFRET/MESMIN
LOT BELCOURT 97122 BAIE MAHAULT

PROPRIETES NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION															LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVEND CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuillet
71	AL	102		LES BASSES	B024		1	1123		AB	02		22 11	28,05							

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

14

01/04/2022

RELEVE DE PROPRIETE

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DIR	971	COM	032 GRAND BOURG	TRES	104	RELEVE DE PROPRIETE		NUMERO COMMUNAL	02537

Propriétaire PBCB78 LES COPROPRIETAIRES DE LA CORAIA HOTEL
REPRÉS PAR LA CIE IMMOB CARAIBE COCOYERS FOLLE ANSE 97132 GRAND-BOURG

PROPRIETES NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION													LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PAR C PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuillet
19	AB	92		COCOYERS FOLLE ANSE	B152			1	012A		S			19 75	0						

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

15

12/01/2022

RELEVE DE PROPRIETE

ANNÉE DE MAJ	2021	DEP DIR	971	COM	112 GRAND BOURG	TRES	144	RELEVE DE PROPRIETE	NUMERO COMMUNAL	025317

Propriétaire PBC378 LES COPROPRIETAIRES DE LA CONAGA HOTEL
RPES PAR LA UTE ESMOB CARAIBE COCOYERS FOLLE ANSE 97112 GRAND-BOURG

PROPRIETES NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION													LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FPDP	S TAR	SUP	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuillet
99	AB	99		COCOYERS FOLLE ANSE	B852	0036		1812		S			2 98 07	0							

Source : Direction Générale des Finances Publiques page . 1

12/01/2022

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DIR	97	COM	112 GRAND BOURG	TRES	104	RELEVE DE PROPRIETE	NUMERO COMMUNAL	005144

Propriétaire MROZWF GADDARKHANJOAQUIM
RESIDENCE RIVIERA CARAIBES POINTE DE LA VERDURE 97190 LE GOSIER

PROPRIETES NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION													LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuillet
19	AB	14		COCOYERS FOLLE ANSE	B452		1	112	A	P	02		19 90 83								
													70 45	35,75	C	DA		28,4	80		
															GC	DA		28,4	80		
															TS	DA		35,75	100		
								112	A	H	02		11 19 70	994,72	C	DA		795,78	80		
															GC	DA		795,78	80		
															TS	DA		994,72	100		
								112	A	C	5		68	0							

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

17

01/02/2022

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG - SUSPENSION

PROPRIÉTÉ DE : ETAT

AÉRODROME DE GRAND BOURG

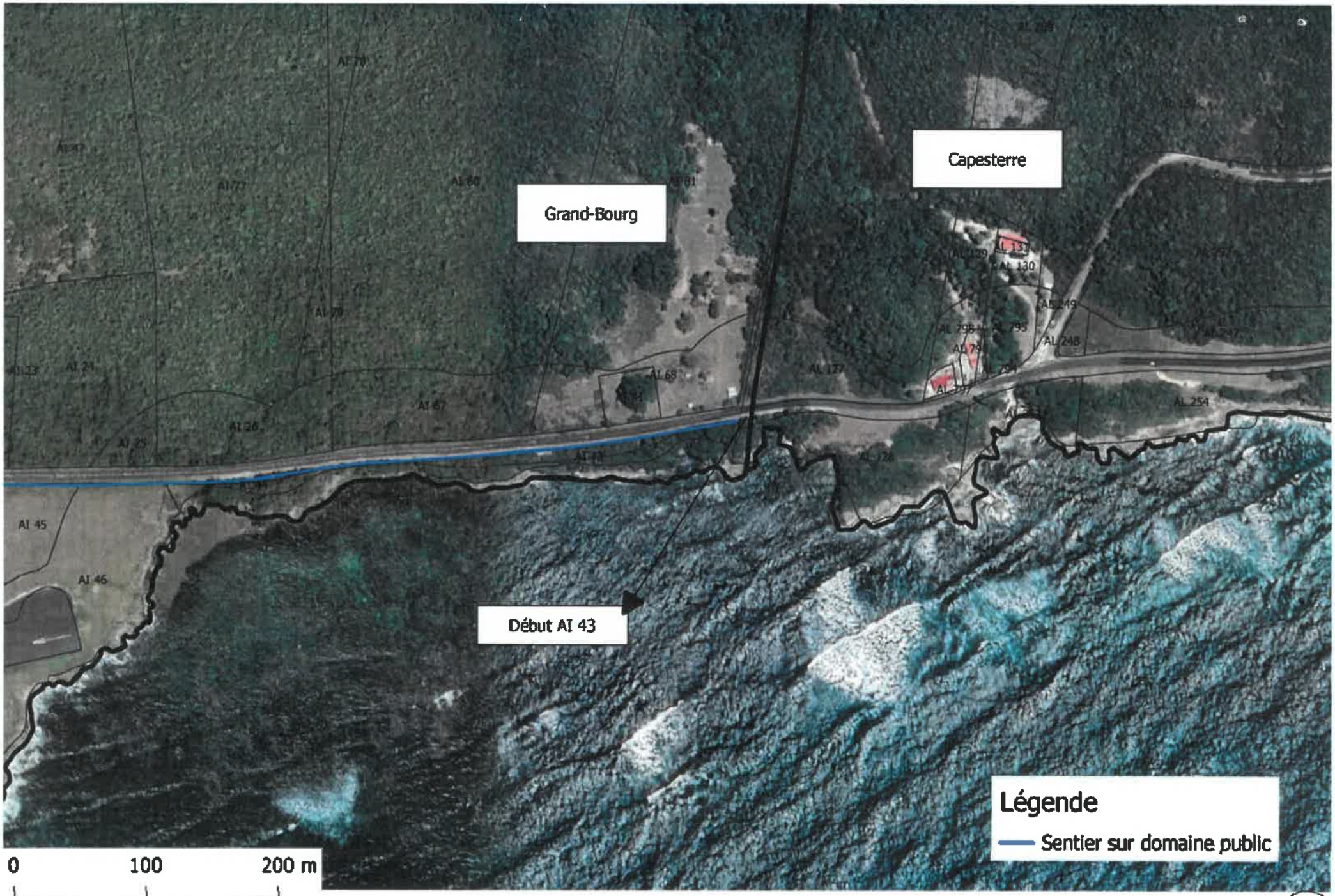
PROPRIÉTÉS CONCERNÉES

Parcelles Section AI 43, AI 44,AI 46, AK 2, AK 32

Sentier empruntant la route départementale 203 sur environ 2000 ml

L'accès coté mer est impossible.

Piste de l'aérodrome , présence de falaises et haie littorale



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : CREANTOR BLANDINE SIMONE

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AK 16

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : JEANGOUDOUX MARIE JOSETTE GEORGES

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AK 87

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : JEANGOUDOUX AURE LEONIDE

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AK 86

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : BOC REMY EDMOND

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 82

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : PORTECOP LOUISE OLGA MYLENE

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 83

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

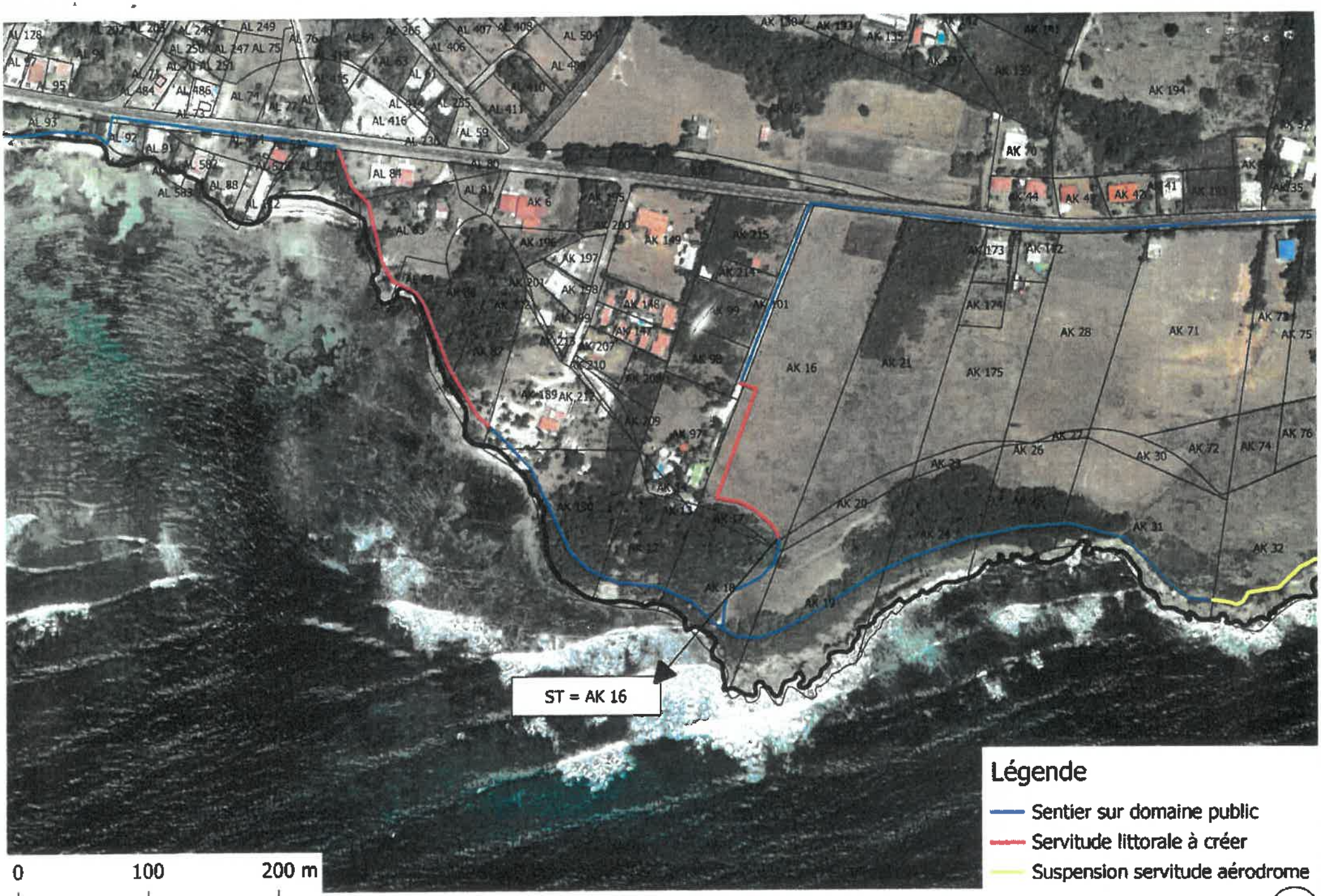
PROPRIÉTÉ DE : CORALIE GEORGETTE MARIE ANGELE

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 84

97



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : ETZOL KARL GONTRAN JOSEPH
Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 98

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : CORALIE VALENTINE FAUSTINE

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 99

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : FONTES GASTON MARIE RENE GODFROY

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 100

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : PETITPAS BENJAMIN HUGUES ANDREE

SUSPENSION de la Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 122

DANGER : Erosion Littorale

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : STE D EXPLOITATION DE LA DISTILLERIE BIELLE

SUSPENSION de la Servitude de droit

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 124

DANGER : Erosion Littorale

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : AICHI BEACH RESIDENCE

SUSPENSION de la Servitude de droit

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 133

BATI EXISTANT A MOINS DE 10 M

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG - SUSPENSION

PROPRIÉTÉ DE : ETAT

DANGER – EROSION MARINE

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 91,90,88 et 583

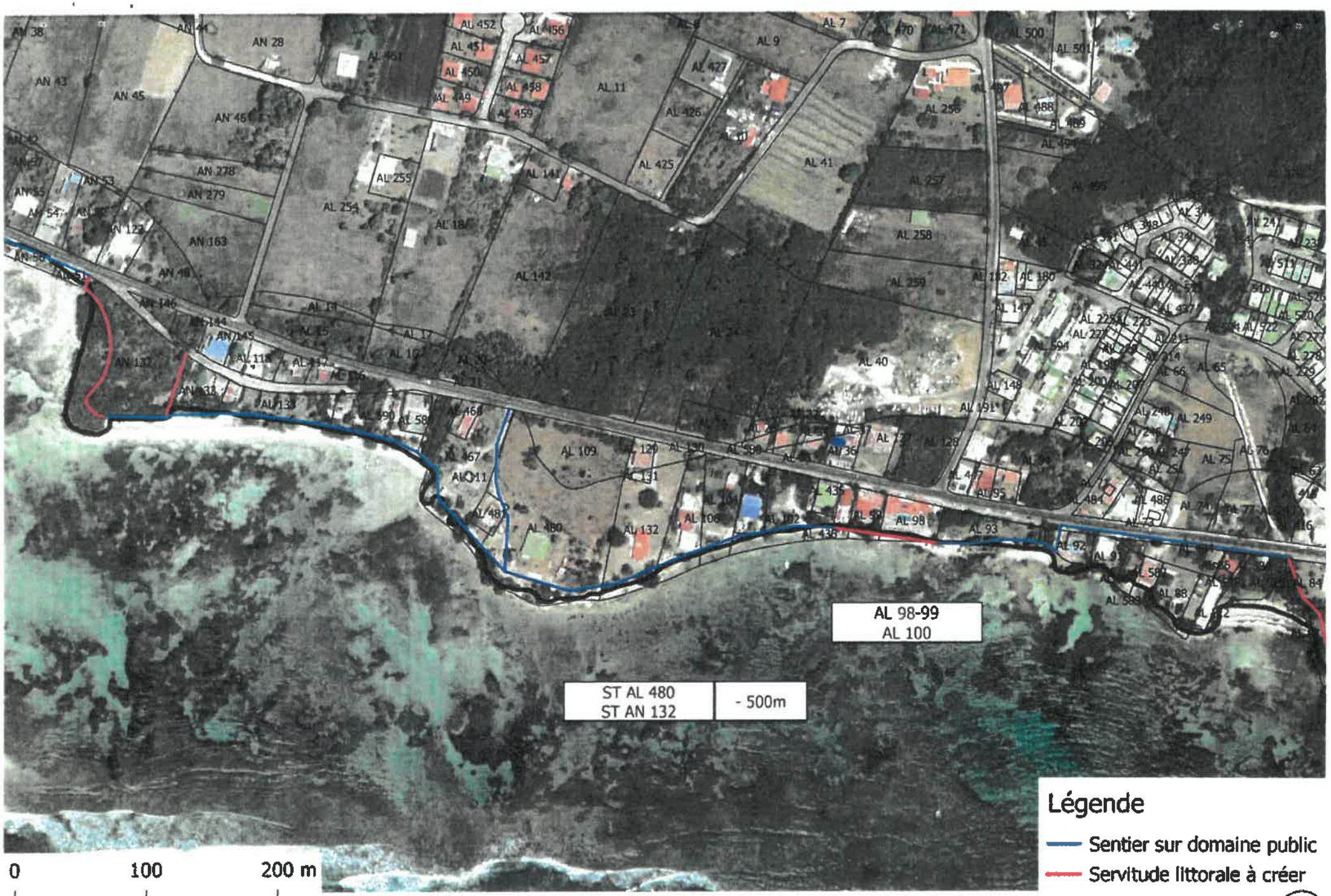
SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : MONFRED MESMIN

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 102



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

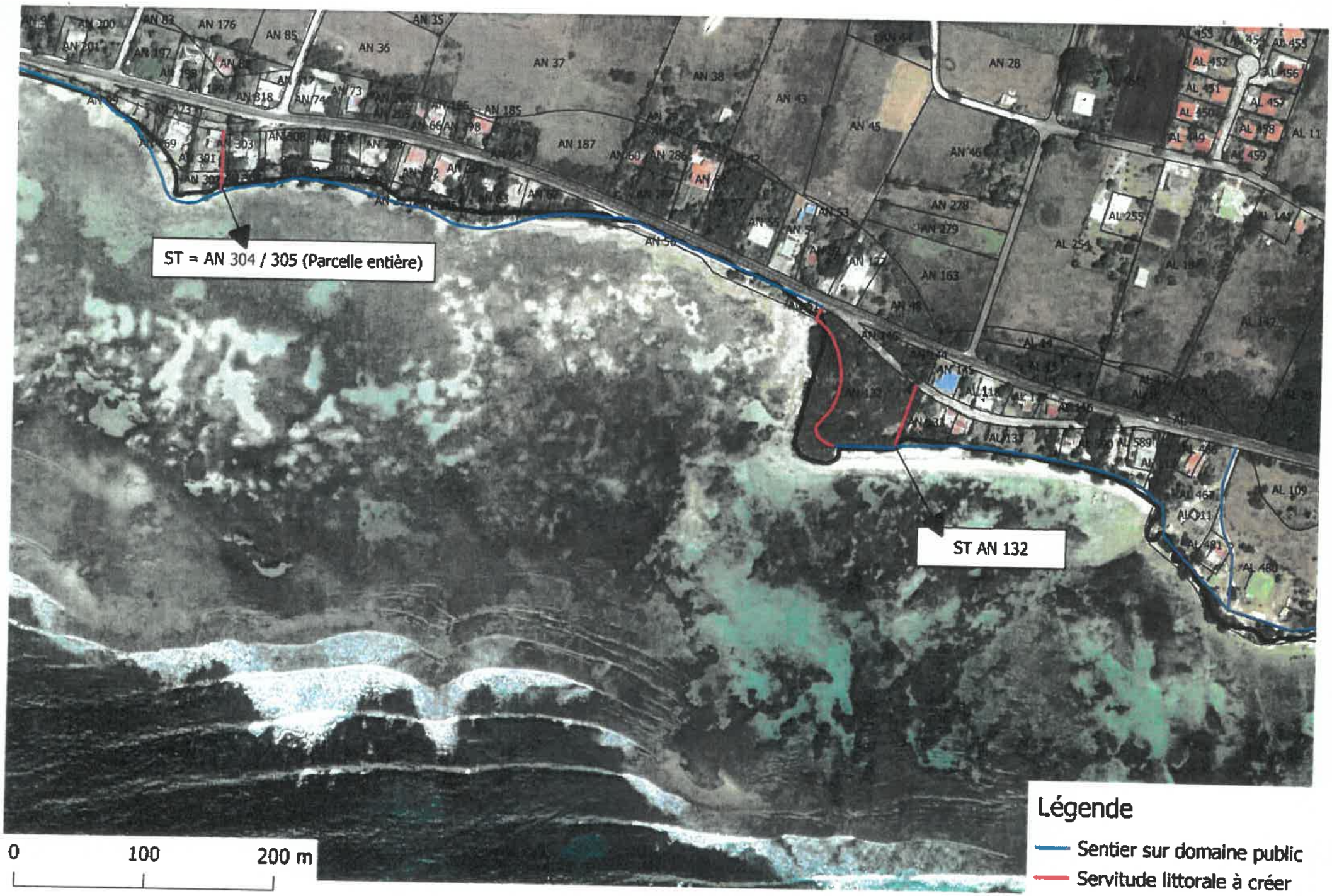
SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : EMMANUEL Rose Henri Aristide

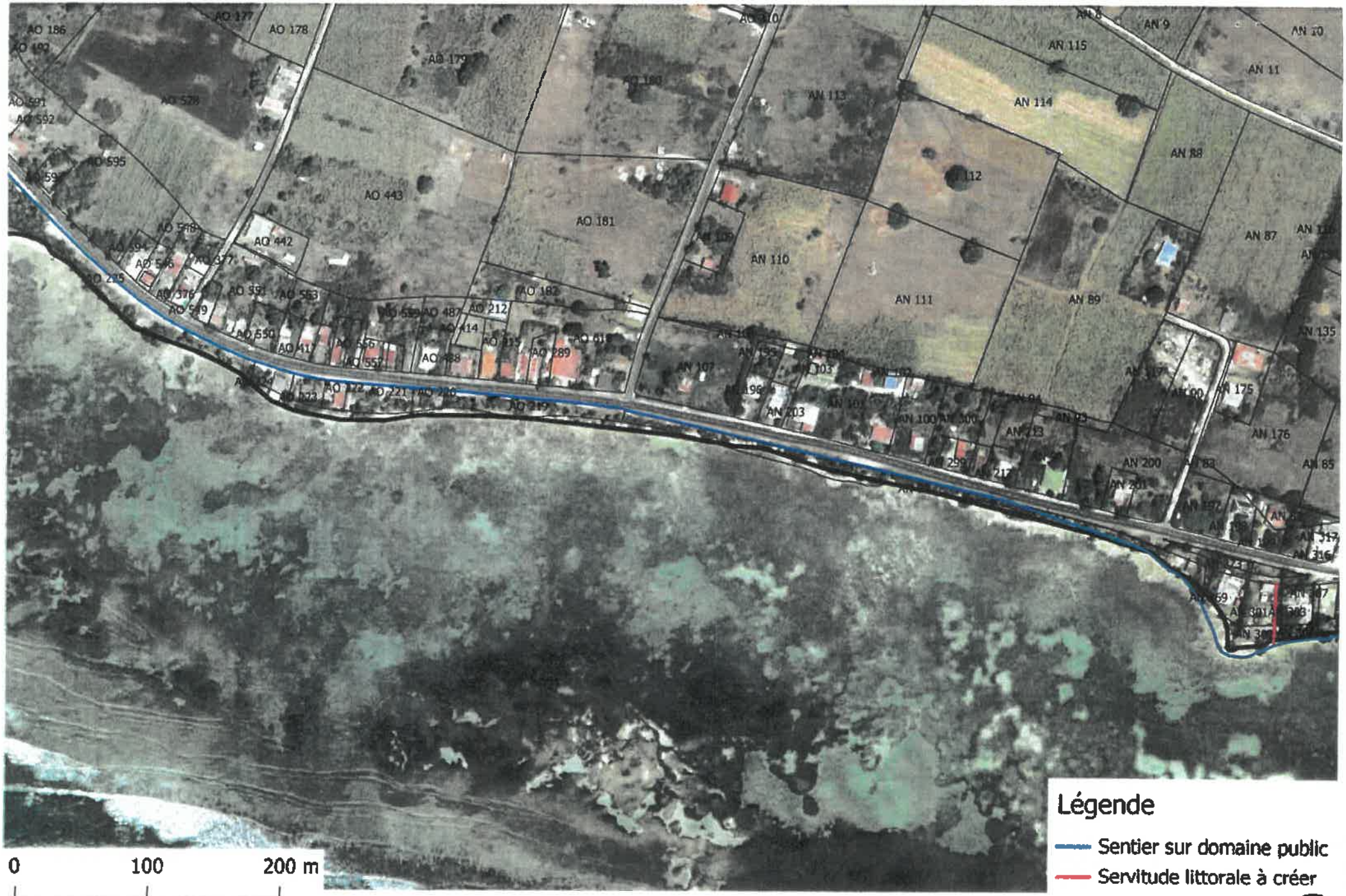
Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AN 132



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

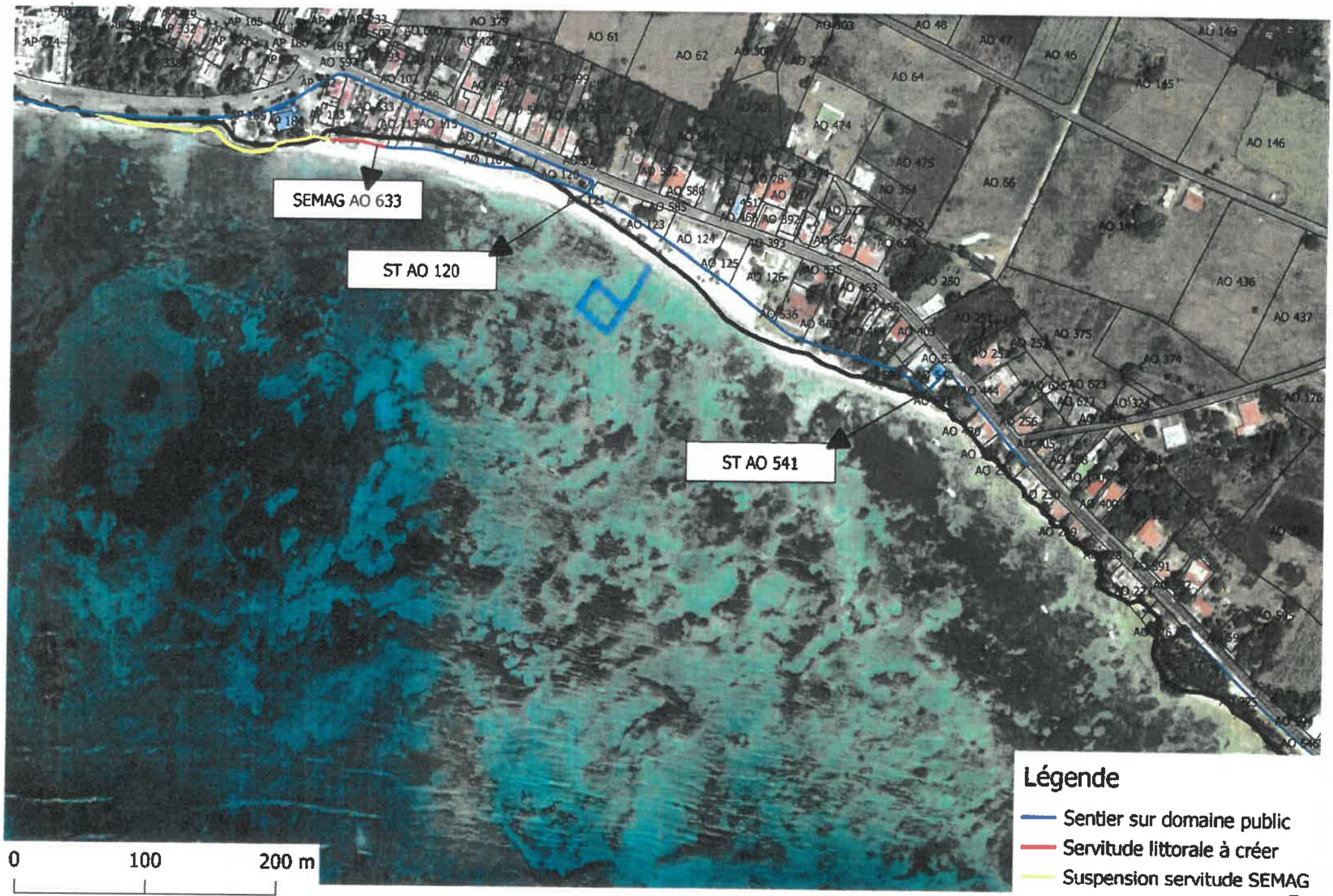
SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : SA SEM AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AO 633 EX 112



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

A2

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : HOPITAL SAINTE MARIE

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AR 2

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

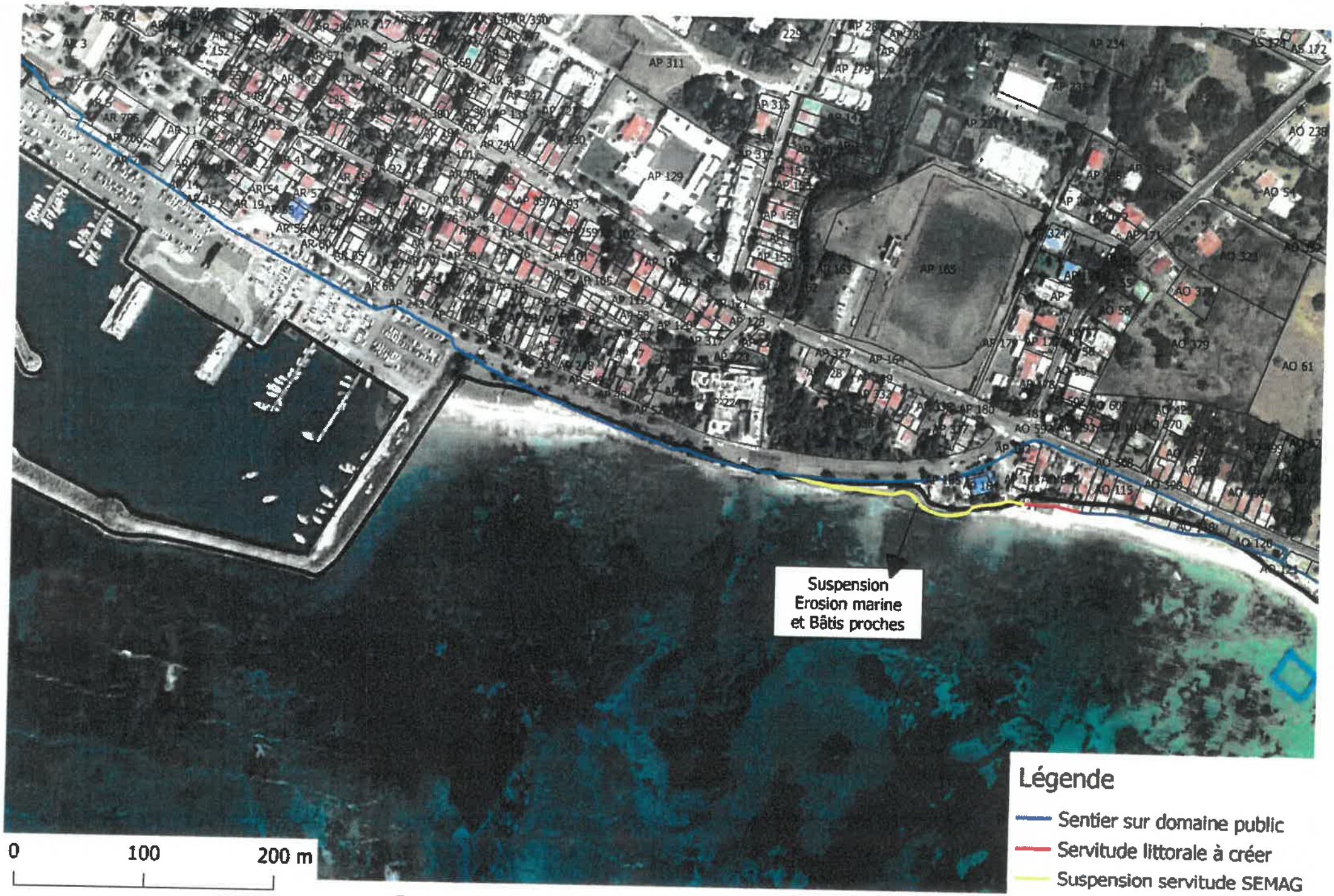
PROPRIÉTÉ DE : SA SEM AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE

SUSPENSION de la Servitude de droit

PROPRIÉTÉ CONCERNEE

Parcelle Section AP 185

BÂTI SITUE A MOINS DE 10 M



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

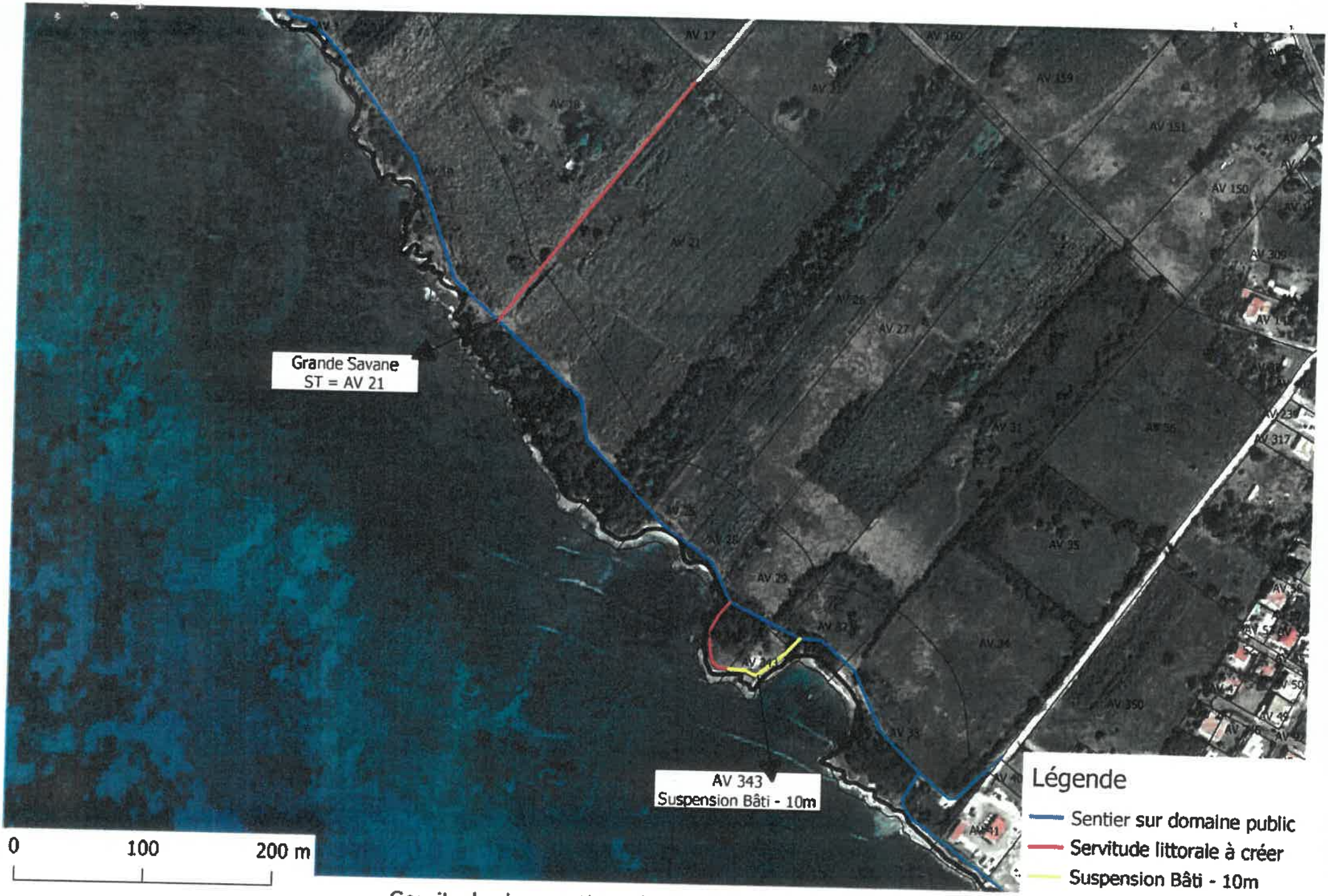
PROPRIÉTÉ DE : NORTIA RIPPON Francois Francelise

SUSPENSION de la Servitude de droit

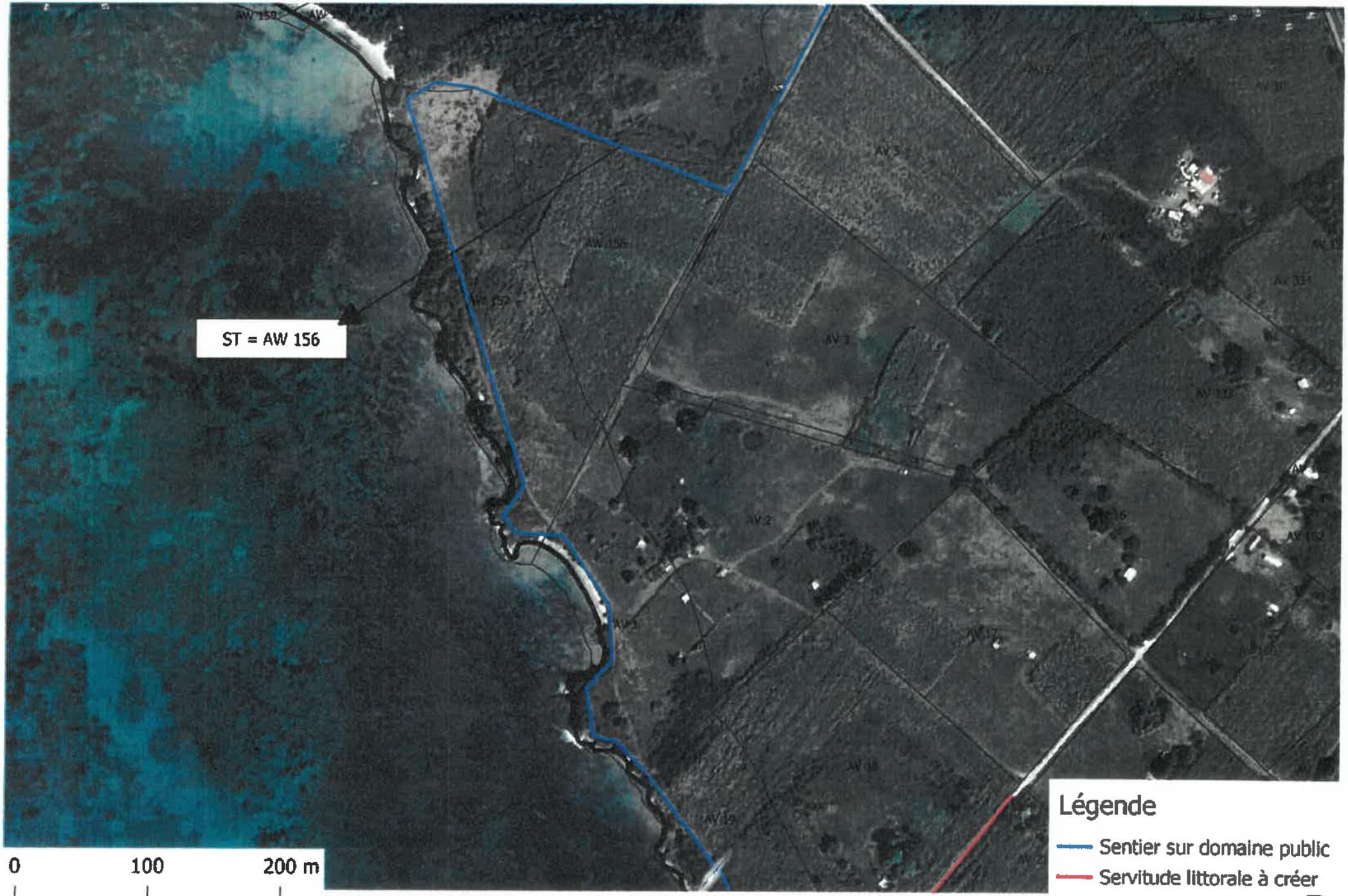
PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AV 343

BATI SITUE A MOINS DE 10 M

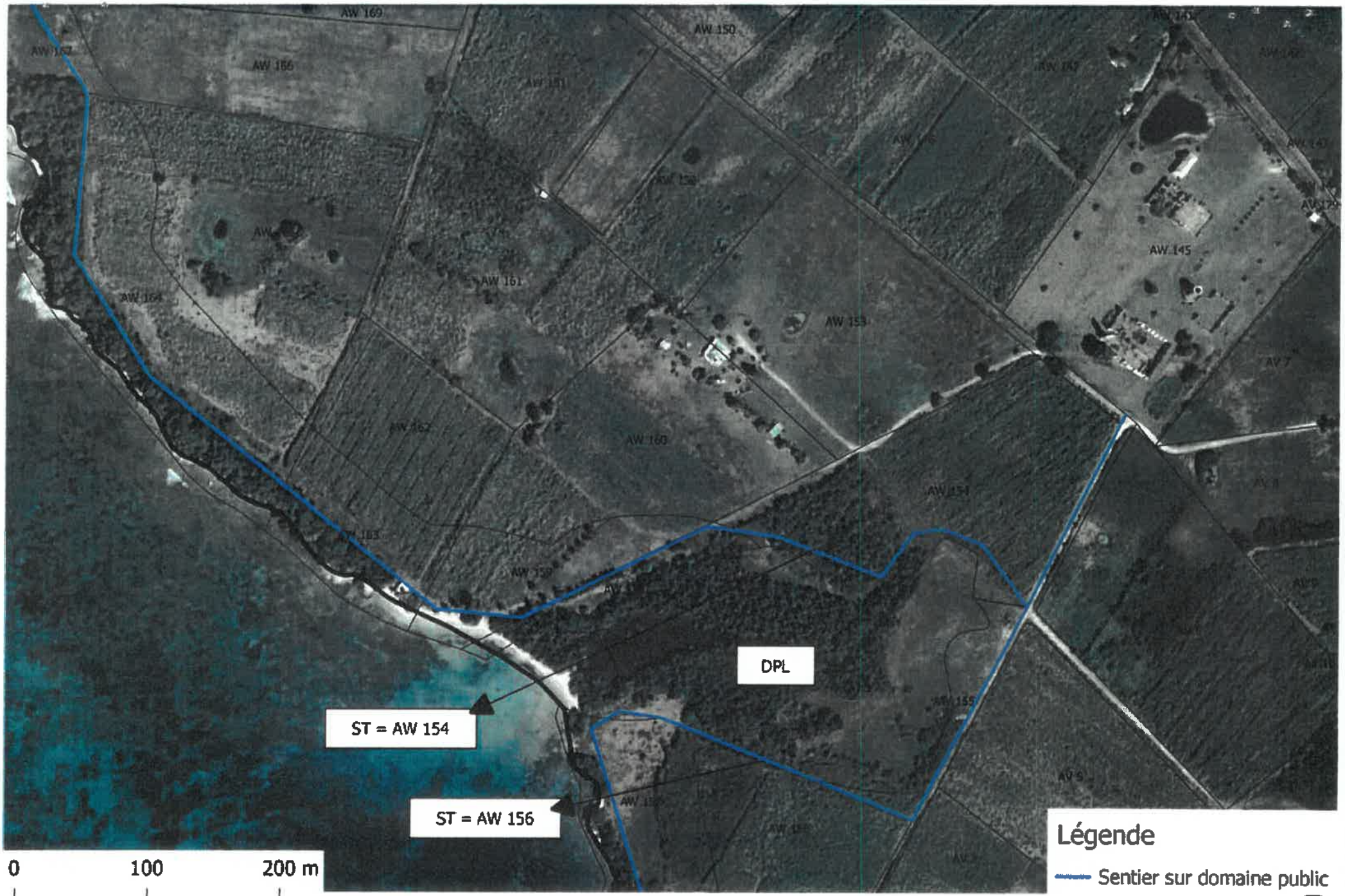


Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



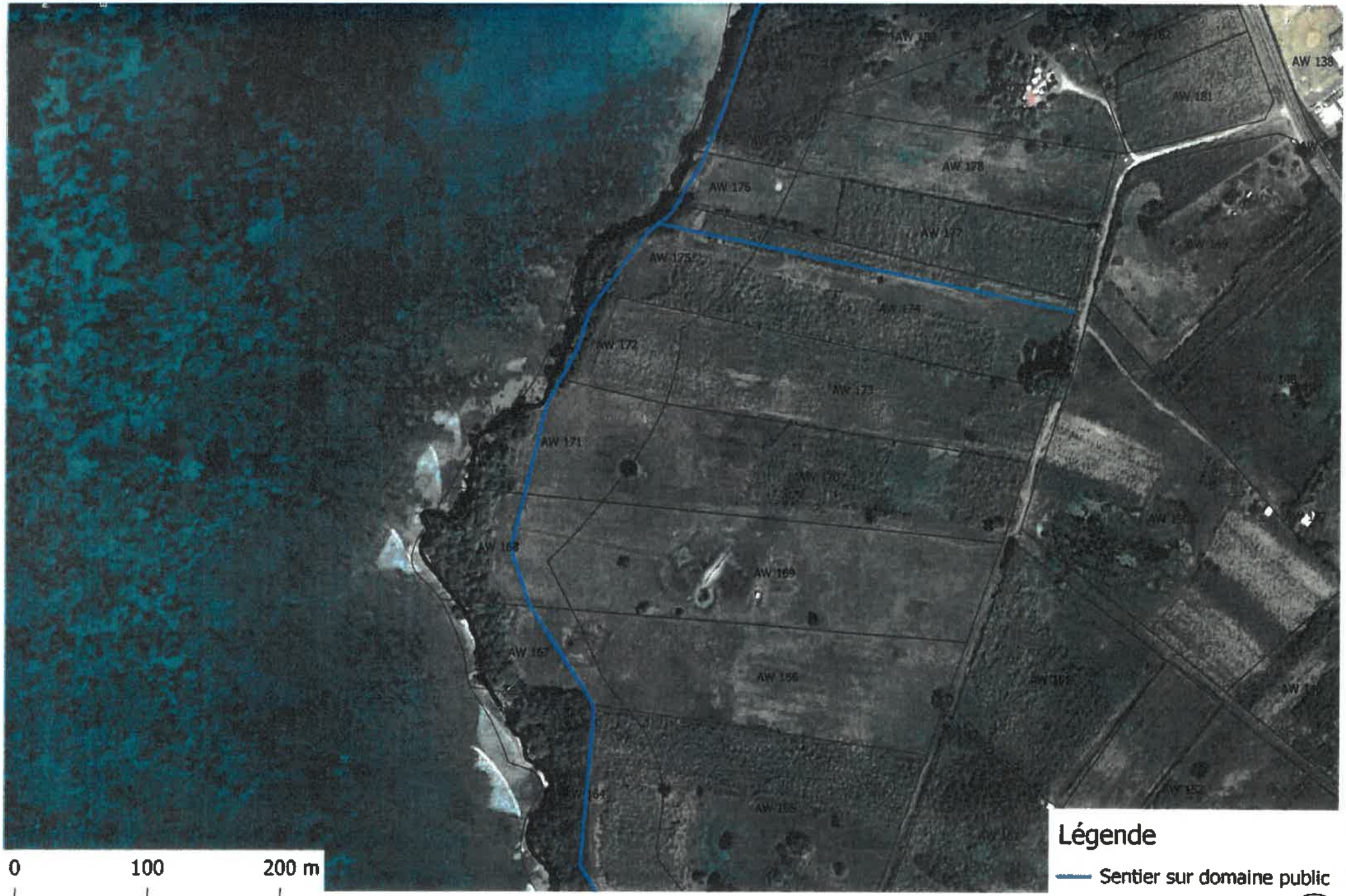
Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

52

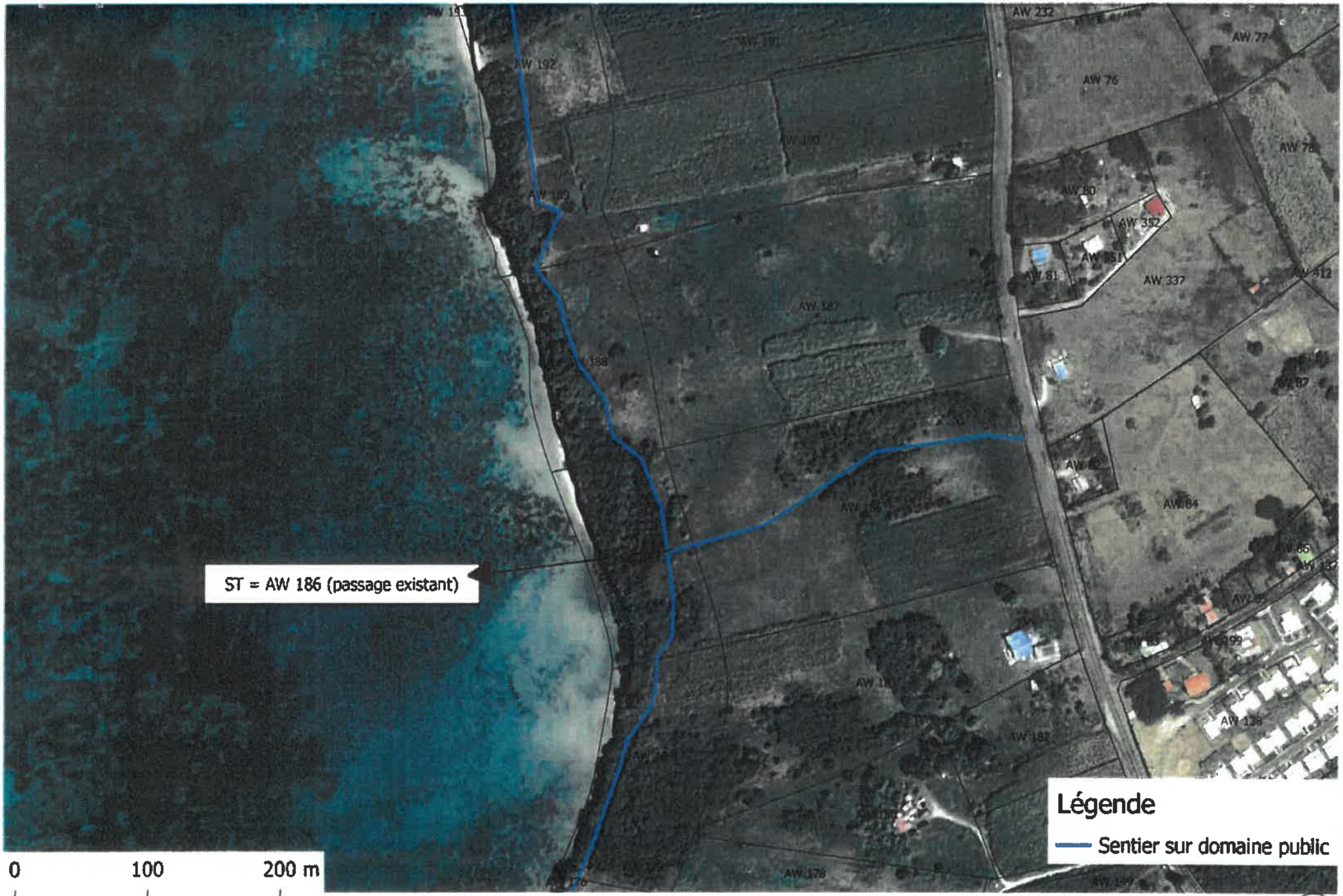


Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

5a

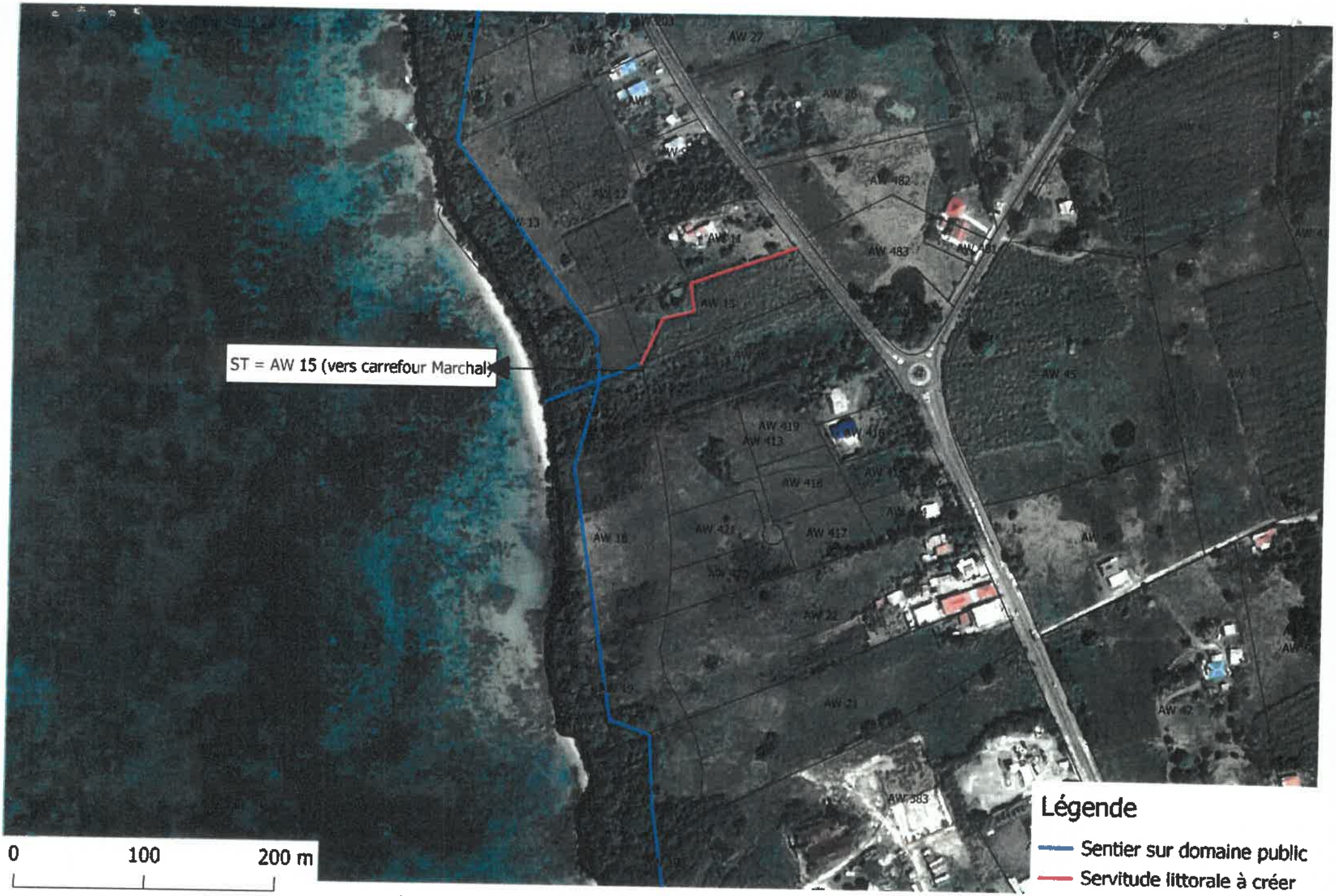


Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



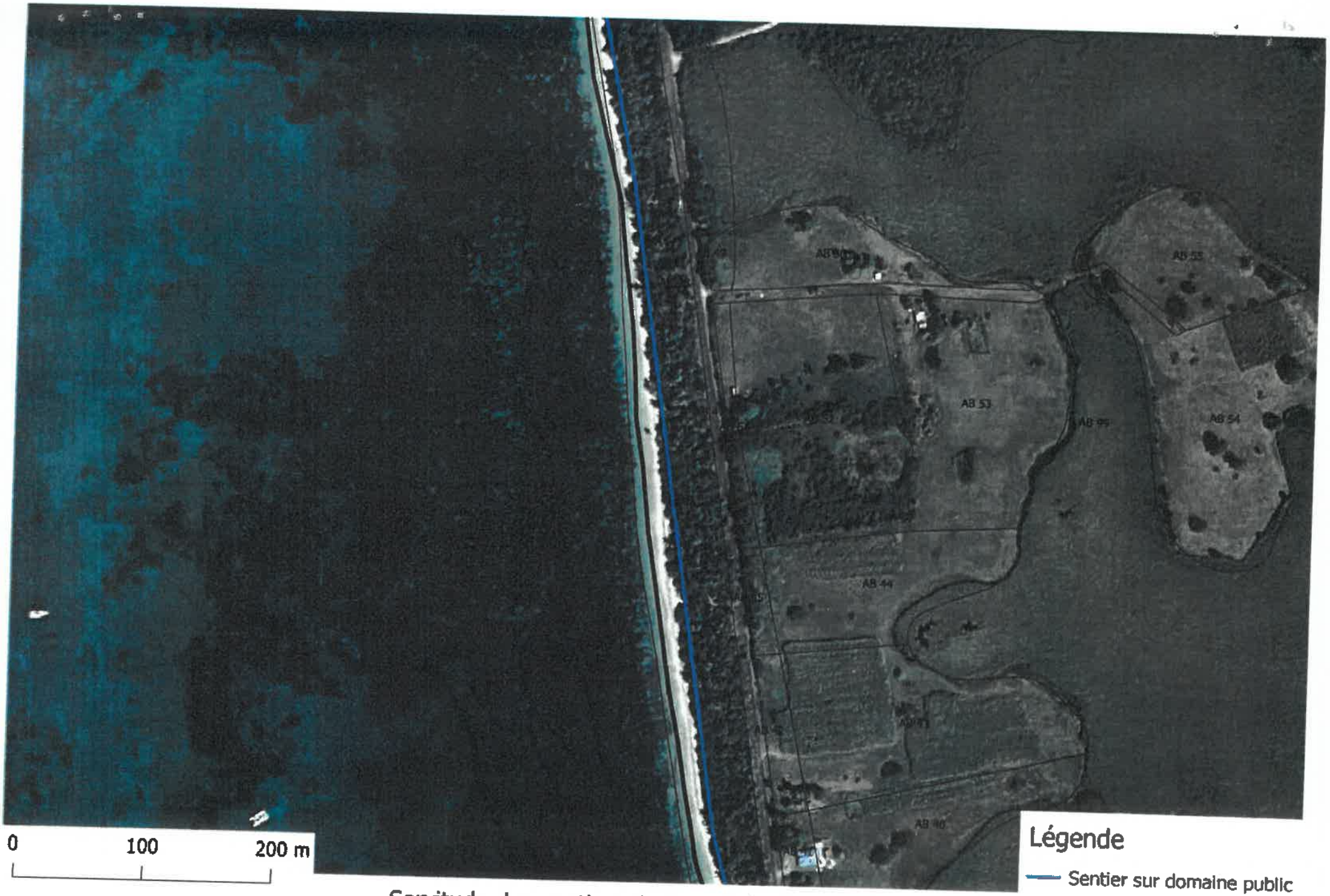
Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

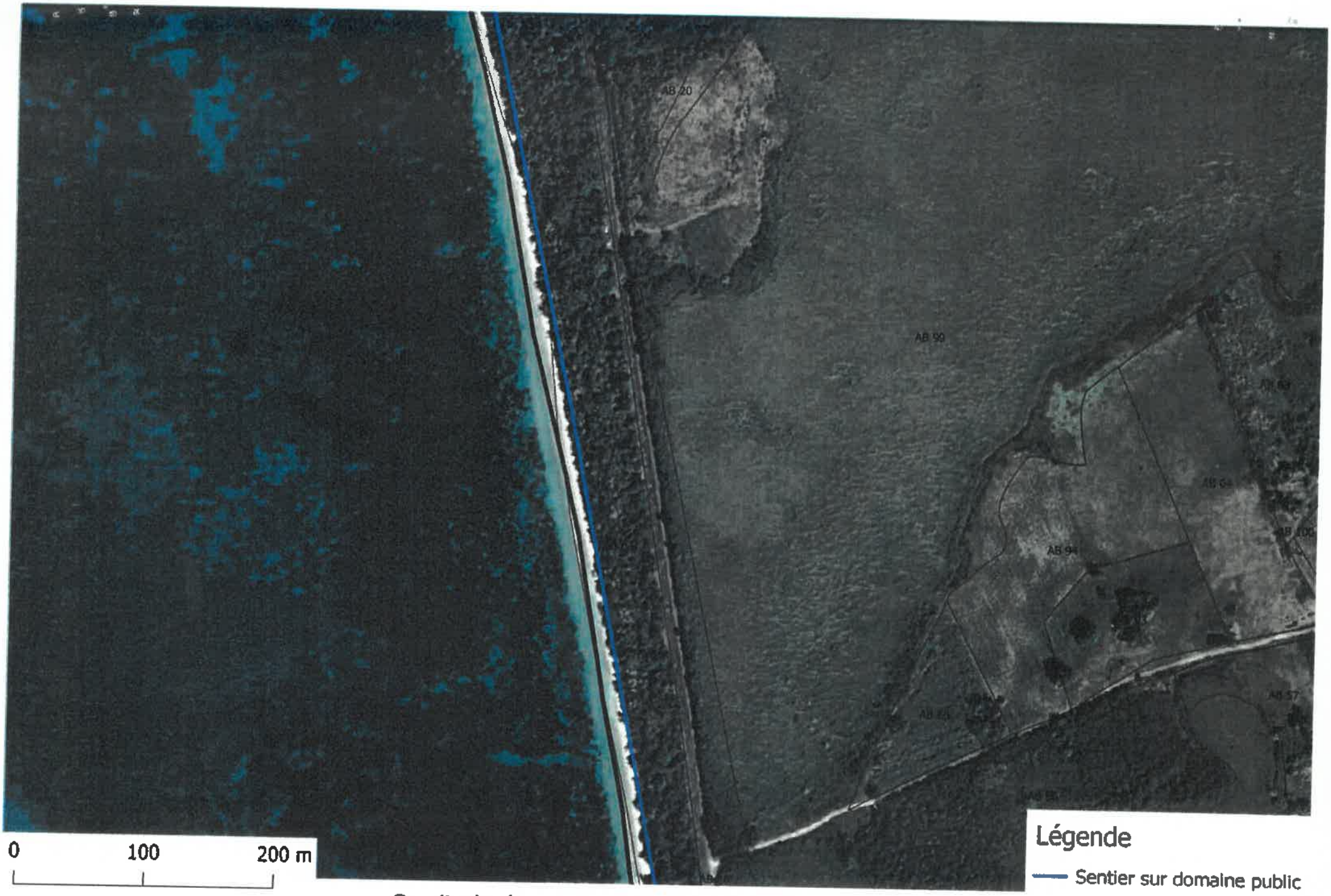


Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

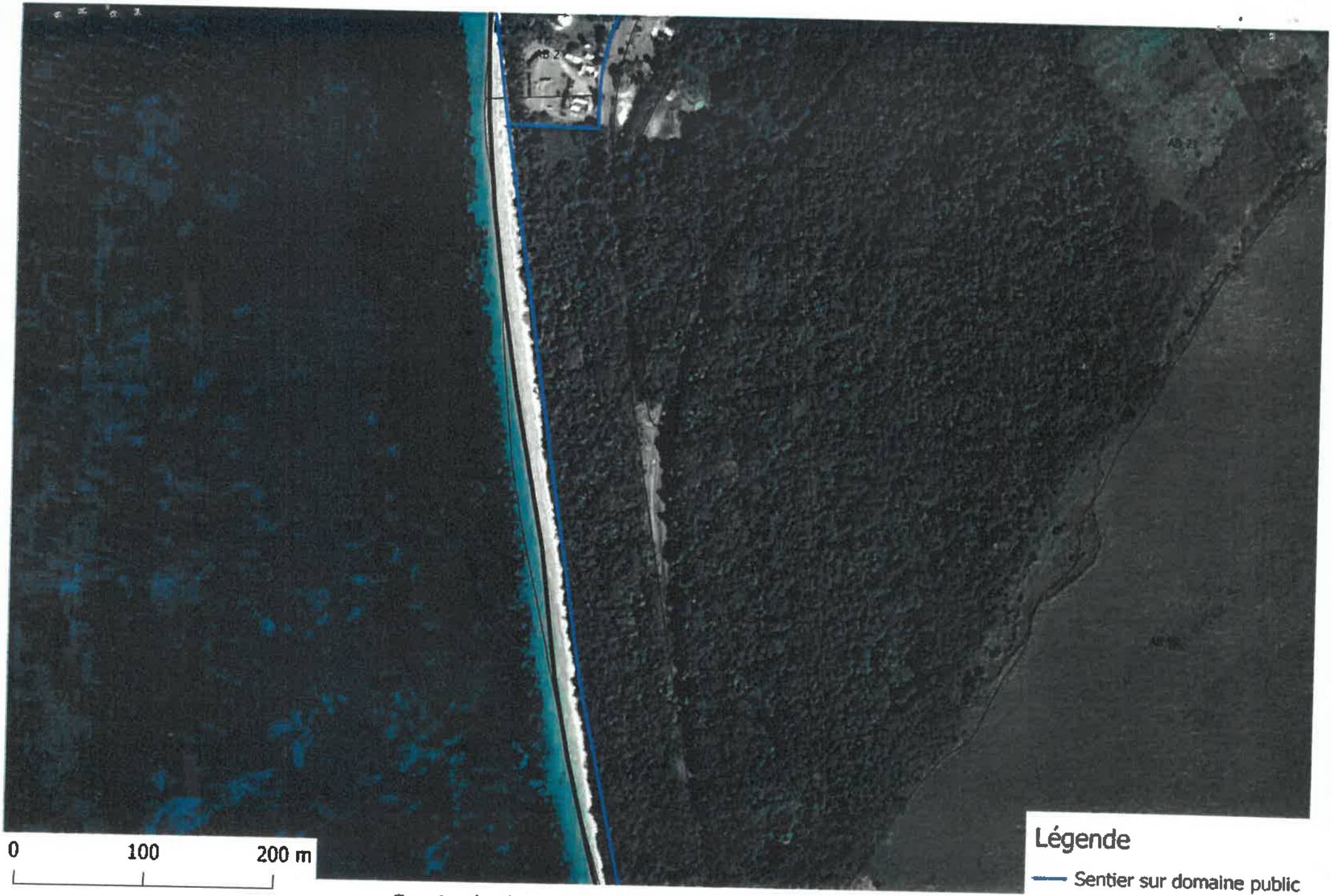
SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG - SUSPENSION

PROPRIÉTÉ DE : ETAT

PORT

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AB 3 et 4



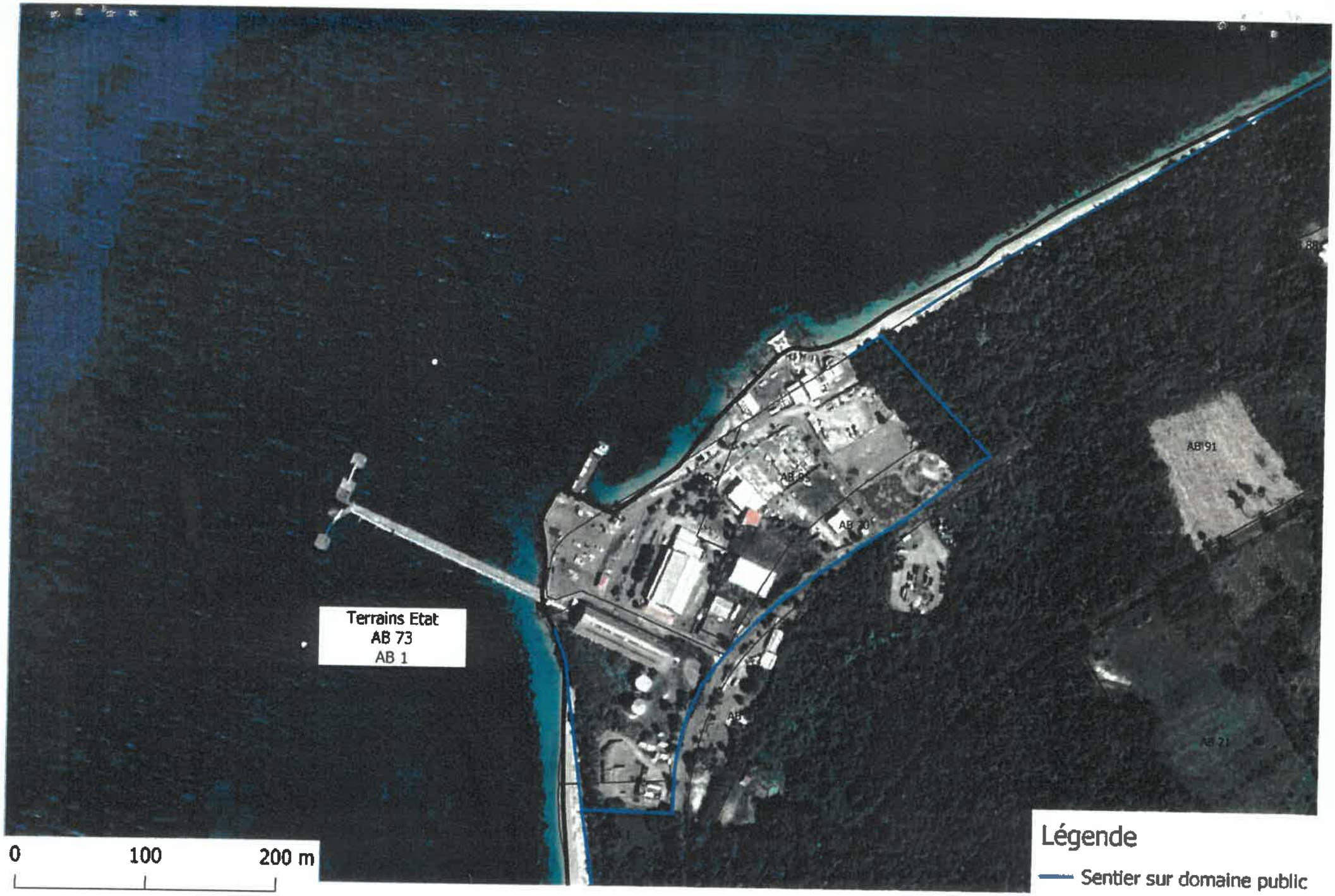
Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : OFFICE NATIONAL DES FORETS
Servitude
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AB 46,1 et 67



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

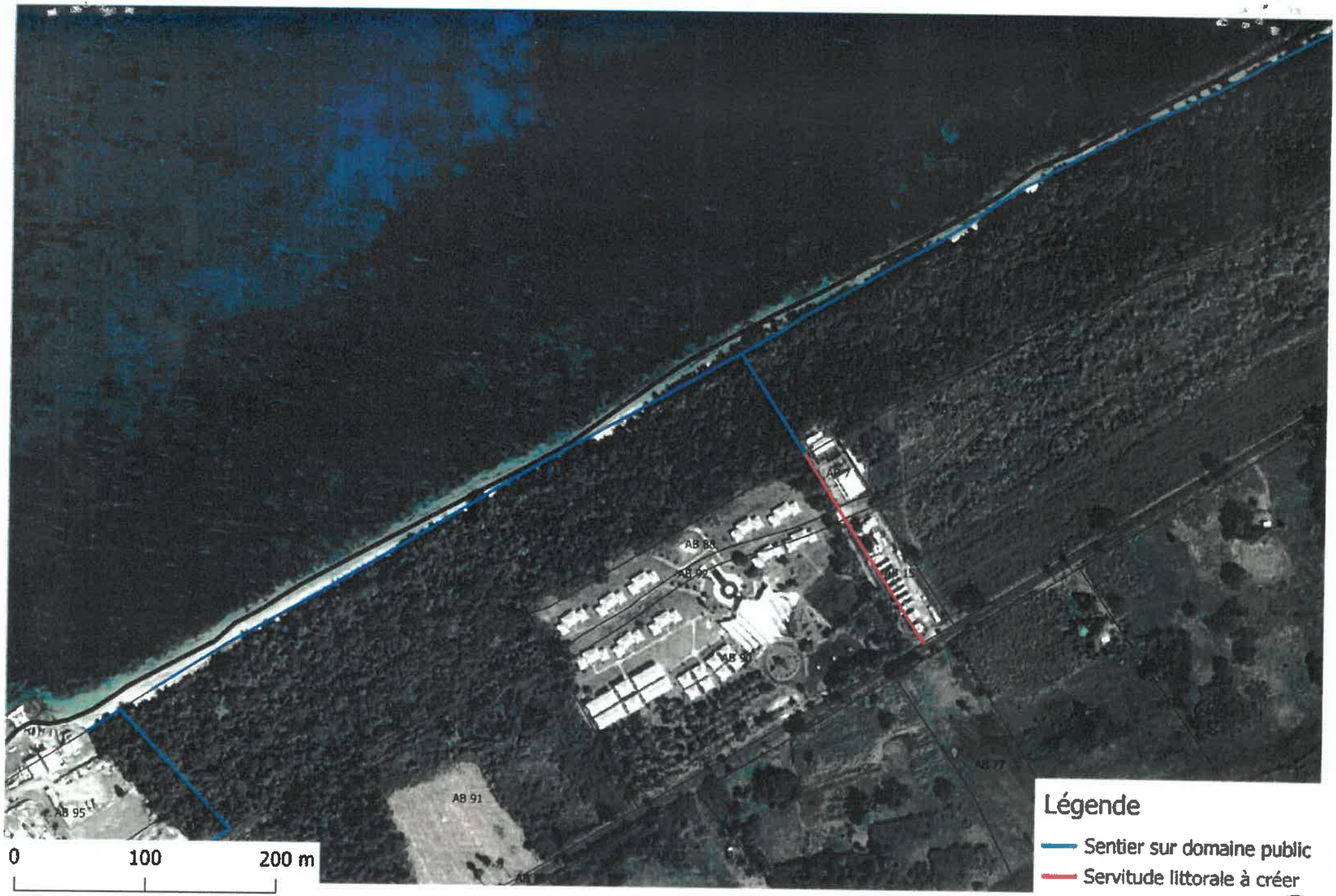
SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : LES COPROPRIÉTAIRES DE LA COHABA HÔTEL

SERVITUDE TRANSVERSALE pour accéder à la plage publique
Servitude d'une largeur de deux mètres.

PROPRIÉTÉS CONCERNÉES

Parcelle Section AB 88
Parcelle Section AB 90
Parcelle Section AB 92



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

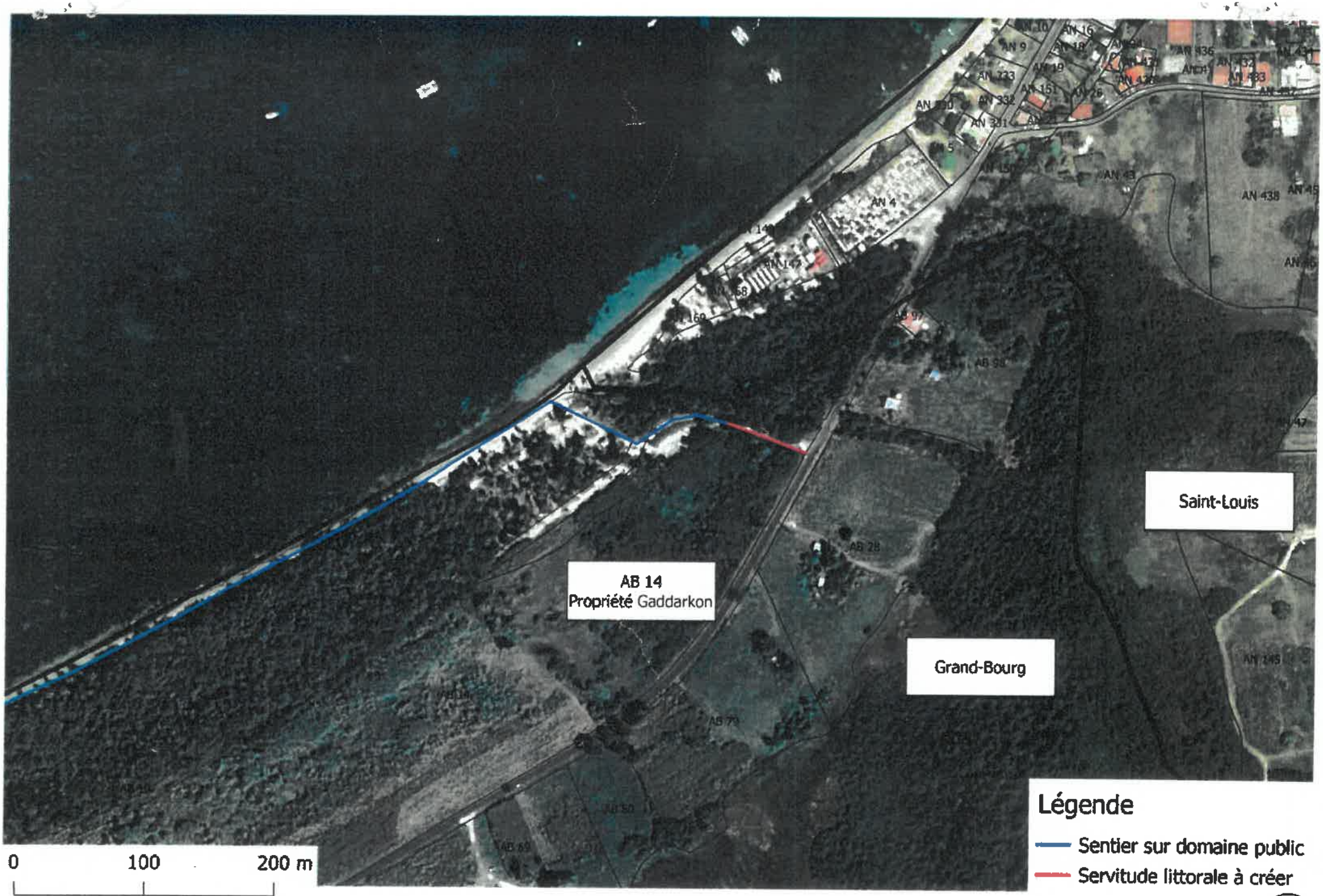
SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : GADDARKAN JOACKIM

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AB 14



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg